

La collaboration impossible

Le récent colloque organisé par les Archives nationales s'est terminé dans une impasse, faute d'avoir fait la distinction préalable entre collaboration et épuration. Il n'y a pas d'histoire de la collaboration sans critique de l'épuration. Soixante ans après, nous ne savons toujours pas ce qui s'est passé vraiment, le sens des événements garde quelque chose d'irréel.*

Henri
Wehenkel

Au lendemain de la dernière guerre, un partage s'est fait entre les bons et les méchants, entre ceux qu'on appela les résistants et ceux qu'on appela les collaborateurs. Très vite, un consensus s'est fait pour ne plus parler que des uns et précipiter les autres dans une sorte de mort civique, de silence et d'anonymat. Ce consensus arrangeait finalement tout le monde, les résistants qui grossissaient leur nombre dans les luttes pour le pouvoir et les collaborateurs qui échappaient enfin à la vindicte populaire. Tous les Luxembourgeois avaient résisté, la collaboration n'avait jamais eu lieu. L'unanimité nationale était rétablie.

Ce partage a été le fait de la Justice, d'une justice sous pression, obligée de sévir et de répondre aux attentes de l'opinion publique en disant coupable ou non coupable. L'arrestation, qui se faisait souvent à l'issue d'un cortège de rue, ne laissait pas

beaucoup de place à la présomption d'innocence. La Justice était tributaire d'un appel public aux témoignages qui tenait nécessairement compte du rapport de forces. Le pouvoir, l'argent, le prestige social, les relations jouaient. La Justice n'était pas dupe et s'est limitée volontairement à la répression des actes qui avaient porté un tort matériel et physique à un individu précis. Elle a compté les coups et blessures, les méchancetés gratuites et les dénonciations les plus abjectes, laissant la collaboration intellectuelle, administrative et économique hors de son domaine de compétence. Pour les juges d'après-guerre, il était indispensable de se limiter pour pouvoir condamner à coup sûr. Pour les historiens, il ne saurait être question de faire la comptabilité du dérisoire.

Ce n'est pas la tâche des historiens de se faire juges et épurateurs ni de résumer les arrêts ou de comptabiliser les verdicts. C'est exactement l'erreur qu'ils ont déjà faite en se basant sur l'inventaire des certificats de résistance. Il serait tout aussi dangereux et illusoire de profiter des lacunes évidentes de la justice expéditive d'après-guerre et d'un voyeurisme malsain pour renverser les rôles et réhabiliter en catimini les soi-disant collaborateurs.

On ne comprendra jamais rien si on ne met pas en question le partage initial entre bons et méchants, entre résistants et collaborateurs. On pouvait être collaborateur aux trois quarts, à demi et à un quart, tout comme on pouvait être résistant à 75 %, à 50 % et à 25 %. On pouvait aussi être résistant à l'intérieur et collaborateur à l'extérieur. On pouvait être collaborateur de mai 1940 à mars



« Collaboratrices » tondues à la Libération (1944)

* Le colloque international Collaboration : Nazification ? Le cas du Luxembourg à la lumière des situations française, belge et néerlandaise s'est déroulé du 18 au 19 mai 2006 au Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster.

1941, attentiste de mars 1941 à janvier 1943 et résistant ensuite. On ne pouvait pas condamner après-guerre quelqu'un qui avait passé huit jours à Hinzert après avoir fait publiquement acte d'allégeance à l'Ordre Nouveau ; on peut et on doit se poser aujourd'hui des questions quant à ses motivations du début et à son retournement final. Il n'y a qu'une seule issue à ce dilemme, c'est de cesser de condamner ou d'acquitter et de se mettre à la recherche des faits en ouvrant les dossiers. L'Histoire est un procès qui n'est jamais clos et qui ne comporte pas de questions interdites.

Il faut donc cesser de marginaliser la collaboration en la faisant remonter à un arbre généalogique ou à des défauts de caractère. Il faut bannir la morale et la psychologie et mesurer son langage. Le collaborateur n'est pas par nature un minable, un crétin ou une crapule. On peut avoir collaboré pour des motifs respectables, ce qui n'atténue en rien la responsabilité de la personne concernée. Il faut donc se mettre à l'écoute des collaborateurs, prendre au sérieux leur discours. Il est tout aussi aléatoire de tourner son attention sur les excentricités d'une « extrême droite » groupusculaire en oubliant l'extrême droite installée au cœur de la droite et de la société dominante ; il faut plutôt comprendre le fascisme comme un processus, de contamination et de collaboration.

Les dossiers de l'épuration permettent une telle recherche. Il faut lire ces dossiers avec l'intention de découvrir les liens avec la société luxembourgeoise au lieu des faits dérisoires et mesquins qui ont abouti au jugement.

Nous citerons comme exemple un seul cas, celui du professeur Kratzenberg, du Landesleiter de la Volksdeutsche Bewegung, qui fut condamné à être fusillé. Kratzenberg n'avait, de l'avis général, aucun pouvoir et faisait fonction dans le système nazi de simple élément décoratif. Son message se réduisait à la seule formule « Heim ins Reich », en dehors de tout programme fasciste.

A quoi servait alors Kratzenberg ? Kratzenberg, en plus de son rôle d'instrument docile de la propagande allemande, a aidé, protégé des centaines de Luxembourgeois, une bonne partie de l'élite bourgeoise, quelques juifs et même par accident un volontaire de la guerre d'Espagne. Ces interventions étaient réelles, efficaces, connues du Gauleiter et du SD, accompagnées de contreparties. Kratzenberg avait une fonction de protection et de médiateur entre l'occupation allemande et la société luxembourgeoise. La personne de Kratzenberg permettait une collaboration par procuration, une collaboration sans compromission.

Cette première conclusion une fois admise, une autre question se pose : qui a mis en place Kratzenberg, s'il est évident qu'il est l'homme d'un certain compromis, d'un appel en direction de la société luxembourgeoise ? Kratzenberg

apparaît sur le devant de la scène vers le 5 juillet 1940 après un silence d'un an. Donc presque deux mois après l'invasion, un mois avant l'arrivée du Gauleiter et peu après la capitulation française et l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain.

L'homme qui a mis en place Kratzenberg s'appelle Josef Schmithüsen¹, professeur de géographie à l'Université de Bonn, responsable du Vomi, la Volksdeutsche Mittelstelle de Bonn, dont le patron à Berlin est Himmler. Le Vomi gère les problèmes ethniques, la définition ethnique, le recensement ethnique et la déportation ethnique, donc toute la politique d'occupation à l'exception du volet militaire. Schmithüsen appartient aussi aux Volksdeutsche Forschungsgemeinschaften, dirigées à Bonn par l'historien Steinbach, qui étudient scientifiquement le Volkstum depuis 1931 et préparent ainsi l'invasion du Luxembourg. Schmithüsen, Steinbach sont en contact étroit avec des personnalités luxembourgeoises comme Nikolaus Welter, Paul Staar, Josy Meyers, l'abbé Majerus, Nikolaus Hein depuis 1931.

Kratzenberg a été discret lors de son procès, espérant être gracié jusqu'à la fin. Il a indiqué pourtant qu'il a consulté avant d'accepter le poste de Landesleiter deux hommes qui lui ont conseillé la « solution du protectorat » : Aloyse Meyer, directeur général de l'Arbed et président du Cartel International de l'Acier, et Albert Wehrer, président de la commission administrative de mai à octobre 1940 et continuateur de la politique de

Il faut bannir la morale et la psychologie et mesurer son langage. Le collaborateur n'est pas par nature un minable, un crétin ou une crapule. On peut avoir collaboré pour des motifs respectables, ce qui n'atténue en rien la responsabilité de la personne concernée.



forum

Gutschein für die drei kommenden
Ausgaben

Name:

Vorname:

Adresse:

PLZ: Ort:

Tel.: e-mail:

Bitte ausfüllen und einsenden an :

forum a.s.b.l

1, place Sainte-Cunégonde

L-1367 Luxembourg-Clausen

Konto CCP: IBAN LU83 1111 0611 5444 0000

Tél.: +352 42 44 88

Fax: +352 42 44 99

e-mail: forum@pt.lu

Bech sous les conditions de l'occupation. La politique de Meyer et de Wehrer à Luxembourg ne se différencie à ce moment d'ailleurs pas sur l'essentiel de celle poursuivie par Barbanson et Bech à l'extérieur.

Il y a non seulement une collaboration directe et une collaboration à distance, une collaboration par patriotisme et besoin de sécurité et un patriotisme de coopération de loyauté. Il y a eu la tentative d'instauration d'un pétainisme luxembourgeois en juillet 1940 et cette tentative de pétainisme, qui a échoué pour des raisons indépendantes de la volonté des Luxembourgeois, a été le tronc commun de la politique de collaboration ouverte et de la politique de loyauté réticente. Cela s'est passé ainsi dans les autres pays, pourquoi en serait-il autrement à Luxembourg ?

S'il y a eu une collaboration par patriotisme, cela veut dire que l'enjeu n'était pas une certaine conception de la patrie et de l'Etat, celle-ci étant commune aux uns et aux autres accompagnée de la même acceptation d'un certain degré d'hégémonie. Le rejet unanime de l'occupation et le sacrifice des résistants n'est donc pas le stade suprême, l'apothéose du destin national des Luxembourgeois en tant que nation.

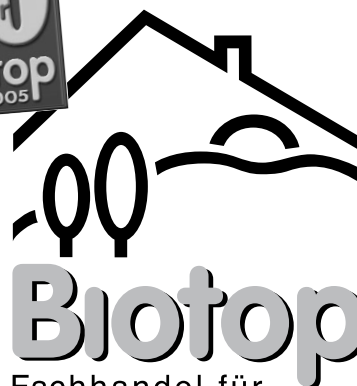
La rupture entre collaborateurs et résistants, le moment du choix, se situe à un autre niveau, d'une part le niveau du dérisoire et du quotidien, du clin d'œil complice et du double langage et d'autre part un niveau de dépassement du national et de l'ethnique par une prise de conscience, une idéologie et une solidarité transnationale.

Il faudra étudier la permanence des structures et des mentalités attachées à la collaboration, d'une part par mimétisme et adoption des formes d'expression inculquées pendant l'occupation visibles dans les dérives de l'épuration et d'autre part par maintien d'anciennes idéologies et structures, celles par exemple du *Volkstumsgedanken* et de la pédagogie afférente. La résistance et la collaboration continuent donc.

Il faut transgresser des catégories morales qui imposent à la recherche des limites préalables et explorer les frontières tracées sur la base du partage d'après-guerre. Il faut rendre à la science historique son pouvoir de définition et son enjeu de pouvoir. C'est à ce prix-là qu'on rendra à la résistance sa vraie dimension.

¹ Certains lecteurs se rappelleront une polémique que j'ai menée dans forum il y a vingt ans.

Wohlfühlen in den eigenen vier Wänden...



Fachhandel für
ökologisches Bauen
und Wohnen

Öffnungszeiten:

Dienstag - Freitag
9 - 12 14 - 18 Uhr
Samstag 9 - 12 14 - 17 Uhr
Montag geschlossen

- Naturfarben
- Tapeten und Wandbeläge
- Naturdämmstoffe
- Parkett, Teppichböden
- Türen
- Innenausbau
- Maschinenverleih

98, rue de Bonnevoie L-1260 Luxembourg
Tel. 49 65 51 Fax 40 23 03 info@biotop.lu www.biotop.lu